

# ZOOM



◀ L'EXCELLENCE SELON UNE JEUNE FEMME ENGAGÉE : CATHERINE BÉDARD D 3 VASTEL : MARIAGE GAI, PLANCHE DE SALUT OU PATATE CHAUDE ? D 5



Les Québécois ont fait remplir 2,5 millions d'ordonnances d'antidépresseurs en 1999 et 5,1 millions en 2003, soit une augmentation de 104 % en quatre ans.

LE SOLEIL STEVE DESCHÊNES

# Sommes-nous accros aux antidépresseurs ?



Louise Lemieux  
Llemieux@lesoleil.com

■ De tous les diagnostics médicaux, celui de la dépression connaît la croissance la plus rapide. Tellement que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prédit qu'en 2020 cette maladie sera la première cause d'incapacité dans les pays industrialisés et la deuxième en coût global des soins de santé, juste après les maladies cardio-vasculaires et devant les cancers. Il n'est donc pas étonnant que les prescriptions d'antidépresseurs grimpent en flèche. Et cela même si l'efficacité de ces médicaments à guérir la dépression n'est pas très élevée.

Les consultations pour des problèmes de dépression ont augmenté de 60 % au Canada entre 1995 et 2003 avec 9,3 millions de diagnostics en 2003, selon une étude d'IMS-Canada,

un organisme spécialisé dans l'information sur la santé et sur le nombre d'ordonnances délivrées.

On ne s'en surprendra pas, le nombre d'ordonnances d'antidépresseurs est à

### En 2020, la dépression sera la première cause d'incapacité dans les pays industrialisés

la hausse, au Québec, comme dans tous les pays industrialisés.

Selon IMS-Canada, les Québécois ont fait remplir 2,5 millions d'ordonnances d'antidépresseurs en 1999 et 5,1 millions en 2003, soit une augmentation de 104 % en quatre ans. Les dépenses des Canadiens pour les antidépresseurs sont passées de 578 millions \$ (en 1999) à 990 millions \$ en 2004, en hausse de 70 %.

En 2003, les Américains ont dépensé 12,4 milliards \$ pour divers médicaments traitant la dépression et l'anxiété, et 275 millions \$ en publici-

té pour ces médicaments, selon une enquête faite par la revue *Consumer Reports*, publiée en octobre.

#### SOUS-CONSOMMATION

Y a-t-il surconsommation ? Non, répond sans équivoque Marie-Josée Filteau, psychiatre clinique et chercheuse au Centre hospitalier Robert-Giffard. « De nos jours, on utilise les antidépresseurs pour un grand nombre de problèmes hors dépression: les troubles anxieux, la douleur chronique comme la fibromyalgie, le trouble dysphorique prémenstruel

qui touche de 2 % à 8 % des femmes qui deviennent suicidaires chaque mois. » Cet élargissement de l'utilité des antidépresseurs explique en partie la hausse des ventes.

La D<sup>r</sup> Filteau s'inquiète plutôt de la sous-consommation d'antidépresseurs compte tenu du grand nombre de déprimés non soignés et de la cessation du traitement par de nombreux patients.

Voir ACCROS en D 8 ▶

Plus d'informations Page D 2

BOUCHERIE LES HALLES  
659-4248

*C'est bon la vie!*

Coups impeccables et produits de première qualité. Bœuf Angus (d'une tendreté exceptionnelle), côte de veau de lait, agneau de Kamouraska, porc biologique, boudin de la Queue de cochon, poulet de la Ferme des Voltigeurs, saucisses maison, filet de porc farci, gibier, côtes levées, confit de canard, viandes marinées et sauces raffinées...

LES HALLES  
DE SAINTE-FOY  
Angle du Vallon et Quatre-Bourgeois

## SOMMES-NOUS ACCROS AUX ANTIDÉPRESSEURS?

## Dépression : d'autres solutions existent

Homéopathie, yoga ou oméga-3 peuvent accompagner un traitement standard

LOUISE LEMIEUX  
LLemieux@lesoleil.com

■ Paul Lépine, médecin omnipraticien, et Claudie Pouliot, psychiatre, pratiquent tous deux à la Maison de la santé, rue Saint-Joseph, une coopérative de professionnels de la santé qui intègre approches conventionnelle et alternative des soins de santé.

Même si les deux médecins ont un préjugé favorable pour les approches alternatives, ni l'un ni l'autre ne lève le nez sur les antidépresseurs pour soigner la dépression.

«On peut traiter une dépression sans médicament. Ce n'est pas nécessairement ma priorité. L'important, ce n'est pas le moyen, utilisé mais la guérison complète de la dépression», dit le Dr Paul Lépine.

La psychiatre Claudie Perron reçoit les cas plus graves, en deuxième ligne. «Les seules fois où je me pose des questions quant à l'opportunité des antidépresseurs, c'est quand le diagnostic de dépression n'est pas clair», dit-elle.

Psychothérapie et antidépresseurs sont les standards de soins pour la dépression. La psychothérapie, à elle seule, peut venir à bout d'une dépression légère aussi bien que les antidépresseurs. Le meilleur traitement, pour les cas plus lourds, demeure la combinaison antidépresseurs et psychothérapie.

Malheureusement, la psychothérapie, qui est assez coûteuse (1500 \$ en moyenne), n'est pas un traitement reconnu par la RAMQ (sauf si elle est donnée par un médecin et les listes d'attente sont longues) et est moins couverte par les assurances que les médicaments.

## TRAITEMENT ALTERNATIF

Le millepertuis, une plante que l'on retrouve sous forme de comprimés dans les magasins d'aliments naturels, est un traitement reconnu et le

plus populaire pour soigner les dépressions légères.

«Pour les dépressions légères, oui, ça marche le millepertuis. C'est un traitement intéressant, très bien supporté, sans effet secondaire à part la photosensibilité qui peut affecter quelques personnes. Plusieurs patients m'en font la demande. Je refuse dans plusieurs cas parce que le millepertuis peut augmenter l'insomnie et l'anxiété. Et les dépressions sont souvent accompagnées d'anxiété», explique Paul Lépine.

Le millepertuis augmente l'effet des antidépresseurs et les deux ne doivent pas être utilisés ensemble. Pour cette raison, il n'est plus en vente libre dans plusieurs pays européens.

L'exercice cinq fois par semaine, l'acupuncture, un régime alimentaire équilibré, l'homéopathie et le yoga sont autant de mesures qui peuvent accompagner un traitement standard pour la dépression et améliorer les symptômes.

«On ajoute ces traitements d'appoint selon les intérêts et les moyens financiers des patients», constate Paul Lépine.

«Ces ajouts aident les gens à se prendre en main. En clinique, on a l'impression que tous les traitements fonctionnent. Les études démontrent qu'il y a plus de récurrences de dépressions lorsqu'elles sont soignées uniquement avec les antidépresseurs», ajoute Claudie Pouliot.

Certaines études ont démontré que les personnes souffrant de dépression



Les docteurs Paul Lépine et Claudie Pouliot prennent le temps de bien comprendre avec leur patient le sens que chacun donne à la dépression dont il souffre.

majeure ou chronique sont en carence d'acides gras oméga-3. La psychiatre Marie-Josée Filteau n'hésite pas à ajouter les oméga-3 aux antidépresseurs qu'elle prescrit. «Mes patients voient la différence», dit-elle.

## QUESTION DE SOCIÉTÉ

Même si elle est en croissance dans les pays industrialisés, la dépression existe aussi dans les pays en développement. Mais les malades sont

perçus différemment, explique le Dr Lépine. «Dans ces sociétés traditionnelles, où le réseau social est plus serré, on acceptera que le dépressif cesse de contribuer pendant un temps au développement du groupe. Dans ces sociétés, la dépression est souvent considérée comme une période d'apprentissage ou de repos, ou comme un message des dieux. Dans notre société, la dépression est une maladie qu'il faut traiter.»

Forts de cette vision «tribale» de la dépression, Paul Lépine et Claudie Pouliot prennent le temps de bien voir avec leur patients les raisons de leur dépression. «C'est important de respecter les valeurs que les gens accordent à leur dépression et de voir en quoi la médication peut améliorer leur vie. Chaque dépression est une expérience de vie, chacune a des valeurs personnelles», explique Claudie Pouliot.



La psychothérapie, pourtant reconnue scientifiquement aussi bénéfique que le médicament dans le traitement de la dépression légère, est remboursée par la RAMQ seulement si elle est donnée par un médecin ou si elle est offerte par un CLSC.

## La psychothérapie, efficace mais moins utilisée que la médication

LOUISE LEMIEUX  
LLemieux@lesoleil.com

■ Pour soigner une dépression légère, la psychothérapie est aussi efficace qu'un antidépresseur et provoque moins d'effets secondaires. Pour les cas plus graves, la combinaison antidépresseur et psychothérapie est considérée comme le meilleur traitement. Pourtant, la psychothérapie est moins utilisée que les médicaments. Pourquoi?

D'une part, la psychothérapie n'est pas remboursée comme le sont les antidépresseurs. D'autre part, les patients eux-mêmes exigent de guérir rapidement. Or, les bienfaits de la psychothérapie se font attendre, entre trois à six mois, quelques semaines de plus qu'avec le médicament. Les patients soignés aux antidépresseurs se sentent généralement mieux après quatre à huit semaines.

«Dans le contexte actuel, les patients veulent guérir vite car ils ont peur de perdre leur emploi», constate la Dr Claudie Pouliot, psychiatre à la Maison de la santé.

Les antidépresseurs sont remboursés à 80% par la plupart des compagnies d'assurance. L'assurance-médicaments de la RAMQ rembourse aussi ce type de médicament.

La psychothérapie, pourtant reconnue scientifiquement aussi bénéfique que le médicament dans le traitement de la dépression légère, est remboursée par la RAMQ seulement si elle est donnée par un médecin ou si elle est offerte par un CLSC. Mais comme seulement 400 des 7200 psychologues de la province travaillent en CLSC, elle demeure peu accessible.

Les assurances privées prennent

done le relais, assez chèrement : l'assuré aura droit à un remboursement maximum de 400 \$ par les unes, jusqu'à 1000 \$ par les plus généreuses.

Le coût d'une séance de psychothérapie oscille entre 50 \$ et 80 \$, une vingtaine de séances étant nécessaires pour venir à bout d'une dépression.

La présidente de l'Ordre des psychologues déplore la situation.

«À chaque jour, notre service de référence reçoit une centaine d'appels de Québécois en quête d'un psychologue pour suivre une psychothérapie. Ils nous sont référés par leur hôpital ou leur CLSC. Nous devons leur apprendre que le traitement n'est pas assuré... Si c'était un traitement pour une otite qui n'était pas couvert, les gens seraient dans la rue», constate Rose-Marie Charest.

Ne pas offrir ce service finit par coûter plus cher à la société, poursuit M<sup>me</sup> Charest, car la dépression est la source de beaucoup de délinquances. Au cours d'une séance de psychothérapie, le patient tente de comprendre ses motivations profondes et inconscientes.

## ENQUÊTE AMÉRICAINE

La psychothérapie donne de meilleurs résultats que les antidépresseurs, ont déclaré les lecteurs de la revue américaine *Consumer Reports*. L'important magazine de l'Union des consommateurs a mené une vaste enquête auprès de 3079 de ses abonnés ayant consulté pour une dépression en 2003. Les résultats de l'enquête ont été publiés dans l'édition d'octobre 2004.

Les lecteurs souffrant de dépression ayant suivi au moins 13 séances de thérapie se sont déclarés plus satisfaits que ceux ayant été soignés avec des antidépresseurs. Que la thérapie

soit menée par un psychologue, un psychiatre ou un travailleur social n'a fait aucune différence sur le degré de satisfaction des dépressifs.

La combinaison antidépresseurs et thérapie a obtenu le meilleur score de satisfaction. Curieusement, note le *Consumer Reports*, le recours à la thérapie est à la baisse. Lors d'une enquête similaire en 1994, 40% des patients dépressifs avaient été soignés avec des médicaments. En 2003, les médecins ont prescrit les antidépresseurs à 68% de leurs patients. Entre 1994 et 2003, le nombre moyen de séances de thérapie a baissé de moitié, passant de 20 à 10.

Le *Consumer Reports* établit un lien entre la hausse du recours aux antidépresseurs et la publicité de ces médicaments, auprès du public et des médecins, par l'entremise des représentants pharmaceutiques et des publicités dans les revues médicales. Entre 1999 et 2003, les compagnies pharmaceutiques ont dépensé plus de 953 millions de dollars en publicité directe aux consommateurs (de telles publicités sont permises à la télé américaine, mais interdites au Canada).

«La pression de prescrire des antidépresseurs vient des patients eux-mêmes mais aussi de l'industrie pharmaceutique. Mais il y a un vent de changement depuis deux ans», reconnaît Nancy Légaré, pharmacienne à Louis-H. Lafontaine.

Deux importantes revues scientifiques, le *New England Journal of Medicine* et le *Journal of the American Medical Association*, insistent pour que soient dorénavant publiées les études négatives sur les médicaments. «Il y a plus de transparence. Il y aura des bénéfices à long terme», prédit la pharmacienne.

## Émotifs anonymes regroupe ceux qui ont le «mal de vivre»

Il y a une trentaine de groupes EA dans la province, dont trois dans la région de Québec

LOUISE LEMIEUX  
LLemieux@lesoleil.com

Depuis six ans, Mireille a développé une accoutumance... sans effets secondaires et qui l'empêche, elle en est sûre, de retomber dans la dépression. Chaque semaine, elle assiste à une réunion du groupe Émotifs anonymes. «C'est comme ma famille. J'en ai besoin», dit-elle.

Ce mouvement international existe depuis 25 ans et regroupe «tous ceux qui ont un mal de vivre, qui ont de la misère à vivre avec leur prochain», des dépressifs, des alcooliques, des narcomanes, des gens qui vivent un divorce ou une séparation difficiles.

## UN PROGRAMME COMME LES AA

Le mouvement des EA ressemble à celui des AA, les Alcooliques anonymes. Le programme propose des choses simples et difficiles à la fois, comme vivre un jour à la fois, fixer ses priorités, s'en remettre à un être suprême, chercher le bon côté des choses. Une soixantaine de groupes EA existent au Canada, une trentaine au Québec, dont trois dans la région de Québec. Quelque 200 personnes font partie des EA dans la région et une soixantaine sont actifs, comme Mireille.

«On apprend à lâcher prise. À établir nos priorités dans la vie. À constater que nous ne sommes pas seuls avec des problèmes. On s'encourage, explique Mireille. Ce groupe de soutien, c'est ma béquille, il me permet de mieux fonctionner», ajoute-t-elle.

Chaque rencontre hebdomadaire dure deux heures. Un témoignage est présenté, suivi d'un forum de discussion sur «l'émotion du jour».

«Nous partageons entre nous les situations que nous vivons et ce que nous apprenons sur nous-mêmes. Nous ne gaspillons pas notre temps à nous plaindre ou à nous apitoyer sur notre sort. Nous évitons de nous juger nous-mêmes ou de critiquer les autres», lit-on dans un fascicule de l'organisme.

On évite de donner des conseils, «chacun étant expert de sa propre histoire». Les discussions sur la religion, la politique, les conflits internationaux sont bannis. Le programme des EA préconise la croyance dans une «puissance supérieure, en un dieu tel que nous le concevons personnellement, qui peut être l'amour humain, le bien, la nature, l'univers ou le Dieu traditionnel».

Tous les types d'émotifs sont acceptés dans le groupe de soutien. Un membre en crise sera cependant exclu de la réunion, on lui conseillera de consulter médecin ou psychologue.

Comme dans les AA, les EA ont développé un système d'entraide. Mireille agit comme «marraine». La tâche est lourde parfois. «Il faut être assez solide pour écouter ta filleule. Il faut pouvoir lui dire aussi quand tu n'es plus capable. Il faut que tu te protèges», explique Mireille.

Elle est toujours émue de voir le progrès psychologique des membres. «Tu les vois arriver démolis, tu les vois s'améliorer au fil des semaines, et reprendre contact avec leur dieu.» Le mouvement des Émotifs anonymes est de nature spirituelle et non religieuse.

Pour joindre les EA de la région de Québec, téléphonez au 647-7147.

## ENTREVUE

# Au-delà des bonnes notes

## Le Prix du Lieutenant-gouverneur remis à une jeune Beauceronne très impliquée socialement

■ Catherine Bédard ne cache pas qu'elle est «très fière» du Prix du Lieutenant-gouverneur qu'elle a reçu lors de la cérémonie de collation des grades de l'Université du Québec à Rimouski, cet automne. La jeune femme originaire de Sainte-Marie de Beauce a constamment maintenu des A et des B+ pendant ses trois années d'études qui l'ont menée au diplôme du baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire, au campus de Lévis.



Marie Caouette

M.Caouette@lesoleil.com

Mais le Prix du Lieutenant-gouverneur n'est pas accordé uniquement pour un excellent dossier scolaire. Ses récipiendaires doivent aussi présenter un dossier impressionnant sur le plan de l'implication sociale.

De ce côté, Catherine Bédard n'est pas en reste non plus. En entendant son panegyrique, ses confrères et concoures de classe lui ont fait le commentaire que son prix était «mérité». «Ils savaient que j'en faisais beaucoup, mais pas autant que ça», rapporte-t-elle au bout du fil.

Son projet le plus retentissant porte le nom de Pedalinux. La jeune femme raconte qu'au début du bac, elle a été secourée par un professeur qui a agi comme «un semeur de rêves». En compagnie d'une demi-douzaine de collègues, elle a mis sur pied un organisme voué à l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les enseignants du primaire, avec le système d'exploitation Linux. Le projet a fait partie des finalistes au concours Forces Avenir, il y a deux ans, et il s'est aussi rendu en finale régionale, au concours d'entrepreneuriat québécois.



Récipiendaire du Prix du Lieutenant-gouverneur du Québec, Catherine Bédard a une liste longue comme le bras de comités et d'organismes scolaires et communautaires auxquels elle a collaboré au fil des ans.

Après quelques tests de validation dans des écoles de Québec et des centres pour les aînés, Catherine s'est envolée pour le Sénégal, où le groupe de jeunes Québécois a fait du transfert de connaissances, pendant deux mois, dans une école de Mbour, près de Dakar, à trois minutes de l'océan. Un projet très écologique, note la jeune femme, puisque Linux est un logiciel libre, contrairement à Windows. «On n'est pas obligé d'acheter ce logiciel, qui peut être utilisé sur un ordinateur recyclé. Les écoles peuvent avoir accès à la technologie, à moindre coût.»

Cette expérience africaine reste imprimée dans le cœur de Catherine, qui souhaite avoir l'occasion d'y retourner un jour.

«Nous résidions dans des familles. On a vécu comme eux. Ils m'ont donné le prénom sénégalais de Fatyma. Je suis restée très attachée à ma famille là-bas. J'ai beaucoup aimé le type d'approche, leur façon de côtoyer les autres. C'est un autre monde, calme, où il n'y a pas d'heure, où l'on n'est pas à une minute près. J'ai adoré ça.»

L'engagement social avait débuté dès la polyvalente pour Catherine. Elle a une liste longue comme le bras de comités et d'organismes scolaires et communautaires auxquels elle a collaboré au fil des ans, tout en conservant de bons résultats scolaires. Citons quelques exemples: elle s'est occupée d'ani-

mer des ateliers de découverte scientifique pour les jeunes, d'aide aux devoirs, elle a donné des cours de natation à des personnes handicapées, en plus des nombreux comités étudiants auxquels elle a prêté son concours.

«C'est très important pour moi de maintenir un équilibre entre l'académique, le social et la vie familiale.» La jeune femme remercie d'ailleurs ses parents dont le soutien, tout au long de ses études, l'a soulagée de «préoccupations financières» et lui a permis de donner du temps à gauche et à droite. Ce qui ne l'a pas empêchée de travailler aussi, pendant huit ans, à Sainte-Marie de Beauce, comme sauveteuse et monitrice en piscine, de donner

des cours de sauvetage et de gardiens avertis et d'agir comme secouriste.

Cet automne, Catherine a entrepris une maîtrise en éducation à l'UQAR, au campus de Lévis. «C'est une petite université, bien humaine et personnalisée, où les professeurs, même s'ils sont surchargés, passent beaucoup de temps avec leurs élèves.» En plus de ses cours, elle fait de la suppléance dans des écoles de la commission scolaire Beauce-Etchemins, où elle est aussi responsable d'une clinique de lecture pour les élèves en difficulté. Et les projets après ça? «On ne sait jamais ce qui pourra arriver. Peut-être, un jour, directrice d'école?» rêve-t-elle.

## Des écoles ouvertes sept jours sur sept, 16 heures sur 24 ?

VIOLAINE BALLIVY  
V.Ballivy@lesoleil.com

■ Des écoles ouvertes sept jours sur sept, 16 heures sur 24 ? Demain peut-être. Pour contrer la baisse démographique et limiter les fermetures d'écoles, la solution serait — ironiquement — de les ouvrir beaucoup plus souvent. Et à beaucoup plus de gens. Si la tendance se maintient, l'école québécoise sera «communautaire».

Demain n'est pas très loin puisque, déjà, le Vieux-Limoilou veut inaugurer la sienne en septembre 2006. Le projet est passé presque inaperçu, enseveli par la tempête entourant la fermeture de trois écoles primaires, mais il ne manque pas d'ambition: si la mégasalle est construite sur le terrain de l'école Saint-François d'Assise, elle sera assurément une «école de la réussite à volet communautaire».

En langage clair, la commission scolaire de la Capitale veut solliciter les organismes communautaires du quartier et les instances municipales pour créer une foule de services en dehors des heures de classe. Par exemple, le soir, le laboratoire d'informatique pourrait se transformer en café Internet pour les résidents du quartier. Les fins de semaine, la cafétéria deviendrait un atelier de cuisine communautaire et les classes seraient accaparées par des cours d'alphabétisation, ou de planification budgétaire.

L'école du coin pourrait donc afficher le même horaire que le petit dépanneur voisin. Et le client, peu importe son âge, l'heure du jour ou du soir, y serait roi. «L'école communautaire ne répondra plus qu'aux besoins des enfants, mais aussi des parents. Elle deviendra un lieu de rencontre et de services pour tous», dit Sylvie Beaudoin, responsable pédagogique à la commission scolaire de la Capitale. «Si les parents ont moins de soucis (par exemple, si le parent a plus de facilité à boucler le budget), l'enfant arrivera

plus disposé à apprendre en classe et il aura une meilleure qualité de vie.»

Le concept roule sa bosse depuis un bon moment à New York, où il sert à contrer les problèmes de décrochage et de violence dans les quartiers où les enfants ne naissent pas tous égaux. «Il est temps que l'on s'y mette ici», opine d'ailleurs Égide Royer, professeur du département d'éducation de l'Université Laval.

L'établissement du Vieux-Limoilou sera le premier du genre sur le territoire de Québec. Mais le ministre de l'Éducation espère bien voir ces écoles bourgeonner rapidement. À l'issue du Forum des générations, à Saint-Augustin-de-Desmaures, Pierre Reid a promis la création d'un comité chargé de les étudier pour qu'elles soient développées dès septembre.

Pourquoi si vite? Parce que le modèle pourrait mettre un point final aux menaces de fermetures. Cette année seulement, les commissions scolaires devront composer avec 13 000 têtes de pipe en moins, et elles ont déjà prévenu qu'elles ne pourraient pas assurer le *status quo* très longtemps. À la commission scolaire de la Capitale, on affirme qu'on a d'abord projeté ces services pour rehausser les performances scolaires des petits. Mais les commissaires ne sont pas sans savoir qu'il s'agit d'un intéressant moyen de trouver de l'argent neuf pour financer les établissements désertés. Après tout, si les gymnases de la future école Saint-François d'Assise sont utilisés par la Ville de



En faisant des partenariats avec la communauté, les commissions scolaires espèrent rehausser les services à la population et, dans le meilleur des mondes, limiter les fermetures d'écoles.

Québec la fin de semaine pour y organiser des activités, elle devra assurément contribuer à leur entretien.

### L'EXEMPLE DES RÉGIONS

L'annonce de Pierre Reid en a surpris plusieurs. «C'est quoi une école communautaire?» demandait, cette semaine encore, un agent d'information d'une commission scolaire urbaine, qui n'avait pas à rougir. Même au MEQ, il n'en existe pas encore de définition claire.

Mais, en plus de la grosse pomme, les agents du ministère pourront s'inspirer des régions rurales québécoises, où la baisse démographique a fait ses premières victimes plus tôt et où l'on s'est habitué à signer des ententes depuis longtemps.

La commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs, avec ses 18 écoles de moins de 50 élèves (la plus petite en compte 14, la plus grande du territoire, 225), fait figure d'experte. Au total, une vingtaine d'établissements abritent un locataire. L'école Saint-Joseph, à Pohéngamook, loge un commerce de vente de livres, l'école Plein-Soleil à Saint-Juste-du-Lac a été transformée en logements résidentiels, une autre accueille une caisse populaire et même une compagnie d'assurances (le MEQ permet aux CS

de louer leurs locaux à qui bon leur semble).

«Au début, c'est vrai que la population a été un peu réticente, dit Serge Pelletier, directeur de la CS. Mais quand elle a compris que c'était ça ou sabrer dans les services, le vent a tourné.» En 2000, la CS songeait très sérieusement à mettre la clé sous la porte de «trois ou quatre écoles». Aujourd'hui, toutes sont bourdonnantes d'activités.

Et puis, ajoute M. Pelletier, «les gens ont le sentiment que les bâtiments servent vraiment. Pas seulement pendant les heures d'école». À la CS du Fleuve-et-des-Lacs, les activités le soir et les fins de semaine sont pour le moment limitées, et on prévoit que le comité d'étude sur les écoles communautaires recommandera un modèle d'école plus proche de celle du Vieux-Limoilou, ou de l'école polyvalente Vallées-des-Lacs, qui intégrera une clinique médicale, une salle de spectacles et la bibliothèque municipale.

Un pas dans la bonne direction, donc. À condition que la facture ne soit pas entièrement refilée aux écoles, craint M. Pelletier. «Tout le monde, les municipalités, le ministère de la Santé et des Services sociaux, celui de la Culture devra s'impliquer. Sinon, l'école communautaire ne réglera aucun problème.»

## Quelques exemples d'initiatives

Sans être sacrées «communautaires», quelques écoles de la région ont déjà emprunté cette voix. Par exemple, la municipalité de Saint-Gilles-de-Lotbinière a fait d'une pierre deux coups en finançant la rénovation de la bibliothèque de l'école Étienne-Chartier.

Résultat: au lieu de diviser les ressources entre les élèves et la population, elles ont été mises en commun pour tous et les économies réalisées ont permis la mise sur pied d'une salle d'ordinateurs et d'une classe de musique. Le partenariat a son jeu à l'école La Source, de Laurier-Station.

Enfin, la population de Saint-Apollinaire peut elle aussi bénéficier des services de l'école du coin. Le laboratoire d'informatique, fruit d'un partenariat entre la commission scolaire des Navigateurs et la municipalité, est ouvert tous les soirs de semaine et le samedi.

## ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Bilan de scandale



Pierre-Paul Noreau  
 PPNoreau@lesoleil.com

Il y a deux ans, Québec était secouée par le scandale de la prostitution juvénile. Sexe, gamines et personnalités en vue de la capitale ont alors produit un cocktail épique dont se sont longuement délectés, chacun à sa manière, les médias. L'onde de choc s'est aujourd'hui atténuée. La plupart des dossiers sont réglés et le bilan à dresser de l'opération policière est largement positif. Le phénomène de la prostitution par des mineurs n'est pas disparu, mais, dans la mesure où police, écoles, services sociaux et parents continuent de conjuguer leurs

efforts, on peut espérer qu'il soit limité.

Le plus grand mérite de l'opération Scorpion menée par les enquêteurs de la police de Québec a été de sonner l'alarme et de braquer les projecteurs sur les gangs de rue. Ce sont bel et bien ces bandes de jeunes criminels qui constituent la véritable menace en matière de prostitution juvénile.

Si les cas des deux jeunes filles impliquées dans le dossier très suivi de Robert Gillet ont surtout attiré l'attention, il ne faut pas oublier que la quasi-totalité de la vingtaine d'adolescentes venues étayer les accusations policières ont été recrutées au départ par des gens gravitant dans l'entourage du Wolf Pack.

Comme le démontre la recherche menée par la journaliste Elisabeth Fleury, même si les proxénètes de ce groupe ont été emprisonnés, le travail de recrutement s'est poursuivi grâce aux membres du réseau qui n'étaient pas accusés. De la même manière que dans le commerce illicite de la drogue, l'appât du gain facile l'emporte sur les risques du métier.

La police a été l'objet de maintes critiques dans ce dossier difficile. Il faut cependant constater qu'un seul accusé de l'opération Scorpion a été blanchi à l'issue de son procès, alors que les accusations déposées contre une autre personne ont été retirées. En comparaison, quelque 24 clients et proxénètes ont été condamnés et sept dossiers sont toujours en attente d'une conclusion. Pas si mal pour un travail prétendument bâclé. Certains continueront de critiquer la légèreté des peines imposées aux condamnés, mais l'appareil judiciaire a ses propres références balisées par les lois votées par les gouvernements et la jurisprudence. La marge de manœuvre est moins grande qu'il n'y paraît. Et la responsabilité du proxénète restera toujours plus importante que celle du client.

Ceux qui s'attaquent aux adolescentes vulnérables réalisent plus que jamais qu'ils posent un geste illégal et qu'ils ne seront jamais à l'abri d'un ressac. Chacune de ces jeunes filles abusées peut, à un moment donné, essayer de s'en sortir et choisir de collaborer avec la police pour démanteler le système qui les exploite. La peur de voir sa réputation à jamais entachée par un procès public peut devenir sage conseillère.

Parmi les autres retombées positives de l'opération Scorpion, il faut aussi signaler la multiplication des efforts de sensibilisation menés auprès des jeunes par des groupes comme le Projet intervention prostitution de Québec (PIPQ). Le réveil a été brutal dans certaines écoles à la suite des révélations faites lors des procès. Plusieurs ont pris le taureau par les cornes en abordant directement la question avec leurs élèves, décriant notamment le *modus operandi* des proxénètes.

Parmi les facettes moins reluisantes de ce dossier, il y a le manque de discipline des médias lors des procès et l'agressive chasse aux sorcières menée par certains sur fond de course aux cotes d'écoute. Et, comme plusieurs l'ont souligné, il y a aussi le traitement subi par certaines jeunes témoins que la cour aurait pu mieux protéger, en les soustrayant notamment à une malsaine curiosité, sans pour autant priver la défense de ses droits.

La belle image de Québec va longtemps porter cette tache. Elle doit être un rappel à la vigilance et le stimulus pour développer des outils pour contrer l'abus à l'endroit des mineurs.

COMMISSION GOMERY...



## CHRONIQUE

## Les loups dans la bergerie

La santé, au Canada, est un univers public. Sauf le médicament, non seulement privé, mais qui est soumis à une logique de marché particulièrement brutale, celle des multinationales pharmaceutiques. Et c'est ce secteur du médicament qui connaît la plus grande expansion et qui draine une part croissante des ressources collectives destinées à la santé.

On assiste donc à un choc des cultures, où le monde public de la santé a non seulement du mal à composer avec une logique marchande, mais craint aussi de perdre le contrôle du système. Plusieurs débats récents, par exemple sur les cadeaux que les pharmaceutiques consentent aux pharmaciens ou sur les avantages que des pharmacies offrent à des médecins pour les attirer dans leurs locaux, illustrent ce malaise.

C'est un défi de nos systèmes de santé de réussir à bien faire coexister ces deux mondes qui ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde et qui ne répondent pas aux mêmes règles. Est-ce possible? Sans doute, avec un savant dosage de tolérance et de solide vigilance. Tolérance, parce qu'il y a des préjugés, vigilance parce qu'il y a des problèmes.

Le monde de la santé, qui a baigné dans une culture étatiste, estime qu'un système de santé, pour assurer le bien commun, doit être public. Ce n'est pas obligatoire. Dans plusieurs pays européens, l'État joue un rôle de gardien, en santé, qui définit les objectifs et fait respecter les principes, plutôt que celui d'un dispensateur de soins. L'important, ce n'est pas qui fait quoi, mais bien qui contrôle quoi.

Il existe aussi des préjugés sur le médicament. Les progrès de la médecine moderne depuis quelques décennies reposent largement sur la prévention et sur les innovations pharmaceutiques. Les médicaments ont fait faire des bonds de géant à la médecine, et ils ont contribué à alléger une culture médicale à laquelle l'on reprochait sa lourdeur. Et il y a bien plus de problèmes de santé liés au fait que les gens ne prennent pas de médicaments ou les prennent mal qu'au fait qu'ils en prennent trop.

Ces progrès comportent toutefois de réels inconvénients. Encore faut-il identifier ceux dont la portée est significative. On a canalisé l'attention sur le risque que les offensives de marketing de pharmaceutiques auprès des praticiens puissent favoriser le produit

«x» plutôt que le médicament «y». Si les deux médicaments sont équivalents, est-ce vraiment un problème? La croissance des coûts est un enjeu bien plus central. Et plus encore, la perte de contrôle des sociétés sur leur système de soins à mesure que les choix de recherche, les priorités et les percées technologiques sont finalement déterminés par des multinationales en fonction de leurs intérêts commerciaux.

Une bonne partie de la croissance des coûts est incontournable. Si la pression sur les prix des médicaments peut être attribuée aux artifices de marketing, nous payons aussi plus cher parce que nous disposons de médicaments plus performants, parce que nos attentes sont plus grandes. N'oublions pas non plus que les progrès pharmaceutiques, en réduisant dans de nombreux cas les chirurgies et l'hospitalisation, contri-

buent à une réduction significative des coûts que notre système de santé n'arrive pas à internaliser.

Le fait que notre système soit public constitue un énorme avantage, comme on le voit dans le débat sur l'entrée des médicaments canadiens aux États-Unis. Nous payons moins cher parce qu'il existe des mécanismes de surveillance et des politiques d'achat gouvernementales. Cet outil de contrôle est encore plus puissant avec le développement au Québec de l'assurance-médicaments. L'État, comme acheteur, peut imposer un rapport de force sur les prix, favoriser les génériques quand cela se fait dans le respect des normes de propriété intellectuelle.

Cet encadrement sera d'autant plus efficace si l'on utilise mieux les pharmaciens. Ces professionnels de la santé ont en quelque sorte été tenus à l'écart du réseau de santé, peut-être en raison de la méfiance que suscitaient ces professionnels qui sont aussi des commerçants. On les a confinés à leur fonction de marchands de pilules et leur contribution médicale est moins développée que dans d'autres pays, comme en France.

Et pourtant, ce sont les professionnels de la santé qui sont le plus en contact avec la population, qui sont le mieux placés pour s'assurer que les médicaments sont bien utilisés, à condition qu'ils soient correctement rémunérés pour leur apport.

L'État peut donc jouer un rôle d'arbitre et de garde-fou. Les gouvernements, dans des systèmes plus centralisés, peuvent influencer les choix, statuer sur les pratiques médicales souhaitables en ce qui a trait aux médicaments et éviter du gaspillage, déterminer les choix collectifs en approuvant ou en n'approuvant pas des médicaments, et offrir ainsi un contre-poids à la logique des entreprises.



Alain Dubuc  
 ADubuc@lesoleil.com  
 Collaboration spéciale

## VOS RÉPONSES

## @ QU'EN PENSEZ-VOUS?

Êtes-vous d'accord avec l'avis de la Cour suprême au sujet du mariage entre conjoints du même sexe?

## Tous sont égaux

Oui, bien sûr, mais pourquoi fallait-il attendre si longtemps pour officialiser ce qui existe déjà pour des milliers de conjoints de fait du même sexe? Dans une société de droit, tous sont égaux et tous devraient savoir que c'est une obligation de respecter la différence... y compris dans le droit au mariage pour les personnes de même sexe. Les religions n'ont qu'à s'en tenir à leurs dictats moraux et à n'en pas célébrer. Elles auront tôt fait de se rendre compte qu'elles font encore et toujours fausse route. Le Christ lui-même est pour l'amour mais l'homme se retranche encore dans des morales enfermantes et exclusives. Les religions n'ont plus vraiment la cote parce qu'elles sont décrochées et totalitaires. Ce sont elles qui sont responsables de la déchéance des mœurs et qui s'objectent aux libertés essentielles consistant à aimer et à être aimé. Personne ne choisit son sexe!

Gérald Gagnon  
 Québec

## Au nom de quelle morale...

Le défilé le plus populaire à Montréal, c'est celui de la fierté gaie. On vient par milliers apprécier le roussillat de cette parade: des gens en petite tenue, souvent les fesses et les seins nus: au nom de quelle morale en voudrait-on aux gais qui veulent établir leurs relations sur une base plus sérieuse et plus stable? Les émissions les plus regardées à la télévision sont les télé-réalités du genre *Occupation double*. Dans cette émission, on a évacué tout caractère sacré et solennel à l'union entre un gars et une fille: au nom de quelle morale en voudrait-on aux gais qui veulent établir leurs relations sur une base plus stable?

J'espère que les prêtres, ces gens qui ont fait l'engagement de ne jamais se marier ni même d'avoir de la tendresse envers un être cher, comme le rappelait récemment l'abbé Pierre, j'espère que ces prêtres seront discrets dans ce débat.

Robert Trudel  
 Lévis

## Un droit fondamental?

Les ministres du cabinet Martin ne pourront pas voter selon leurs convictions religieuses mais plutôt soutiendront la ligne du parti pour la

loi sur le mariage gai. Vendre son âme pour un poste de ministre et une poignée d'électeurs... Or, il n'y a pas eu de débat politique sur le sujet. Que du juridique. Les juges ont décidé que la famille canadienne d'aujourd'hui n'était plus celle d'hier. Le mariage est un nouveau droit fondamental de l'individu. La nature n'est plus importante. Le droit à la sodomie a remplacé l'instinct naturel de reproduction. Les prochaines étapes de l'émancipation homosexuelle me font peur. Sans doute demandera-t-on le droit d'aller enseigner l'homosexualité dans les écoles... Il y a quelques décennies, l'homosexualité était un crime; aujourd'hui, c'est un droit fondamental...

Jeannot Vachon  
 Québec

## Un mariage comme les autres

Le mariage entre conjoints de même sexe a reçu l'approbation de la Cour suprême du Canada. Je n'y vois aucune attaque contre «la famille». L'époque où l'homosexualité était considérée comme une maladie mentale, un crime ou un péché tend à disparaître avec l'avancement des connaissances. Or, il se trouve encore des gens qui s'opposent au mariage de personnes de même sexe. Parmi elles, plusieurs préféreraient que les règles de leur



Jeudi, la Cour suprême a jugé constitutionnelles les unions entre personnes de même sexe.

religion remplacent celles du droit. Ils croient que tout irait mieux ainsi. L'histoire récente nous a montré ce qu'a produit un État intégriste musulman en Afghanistan. Quant à voir un État intégriste chrétien chez nous, il suffit de regarder nos voisins du sud.

Deux personnes majeures qui s'aident au point de partager librement leur lit doivent avoir accès au mariage. Le leur refus revient à les considérer comme des citoyens de seconde classe. Quant les cardinaux catholiques s'insurgent contre le mariage gai, ils y voient à tort une menace. Un mariage hétérosexuel sur deux aboutit à un divorce! Le mariage catholique, contracté «pour

la vie», n'est pas meilleur que les autres à cet égard. Elle est là, la vraie menace.

Mais que l'on me comprenne bien: il faut maintenir la possibilité de divorcer dans notre société compte tenu des abus innombrables provoqués par des mariages autrefois indissolubles. Les couples hétérosexuels et homosexuels ont besoin de guides pour les aider à entretenir l'amour. La Cour suprême du Canada est favorable au mariage civil des gais et elle est favorable à la liberté de religion. Tout le monde devrait être satisfait! Personne ne sera contraint d'agir contre sa volonté.

Bruno Gagnon  
 Sainte-Foy

## OPINIONS



## Planche de salut ou patate chaude ?

Michel VASTEL [MVastel@lesoleil.com](mailto:MVastel@lesoleil.com)

L'avis de la Cour suprême sur le mariage des couples du même sexe n'ajoute pas grand-chose au débat politique. En fait, les magistrats servent au gouvernement une petite leçon de démocratie en lui disant de prendre ses responsabilités et d'obliger le Parlement à se prononcer une fois pour toutes. Stephen Harper, qui n'exigeait rien de moins, triomphe... Temporairement !

« Faites donc votre travail de législateurs ! » semblent dire les neuf juges. C'est, à ma connaissance, la première fois que le plus haut tribunal du pays affirme avec autant d'autorité qu'il n'est pas là pour sortir les politiques de l'embarras. Les détracteurs du « gouvernement par les juges » devront en prendre note.

Désormais, Paul Martin n'a plus aucune raison de glisser le débat sous les tapis vert et rouge de la Chambre des communes et du Sénat. Il peut tergiverser. Fausser les règles de son propre jeu sur le « déficit démocratique » en obligeant ses 66 ministres et secrétaires parlementaires à plier devant la solidarité ministérielle plutôt que d'écouter leur conscience de libéraux. Ce faisant, le premier ministre a déjà réduit la crédibilité du vote qui aura lieu au Parlement. Si le résultat est serré, comme probable, les adversaires de tout changement à la définition du mariage, et les conservateurs en premier lieu, auront beau jeu de dire qu'il a été tronqué par la seule autorité du chef du gouvernement.

Paul Martin a donc le choix entre traiter la question du bout des doigts, comme une patate chaude. Ou de s'en servir comme d'une planche de salut. Cela s'appelle : LEADERSHIP.

Le débat divise tous les partis, particulièrement le Parti libéral, qui n'est qu'une coalition de progressistes et de conservateurs, d'urbains et de ruraux, de réformistes et de traditionalistes. Mais il risque aussi d'embarrasser Stephen Harper, qui veut prendre ses distances avec le conservatisme social de l'extrême droite américaine.

Or, le gouvernement fédéral a fait fonctionner la machine à sondages depuis quelques semaines. Il sait qu'une mince majorité est prête à accepter l'avis de la Cour suprême même si ce n'est pas la caution morale que souhaitait en particulier le ministre de la Justice, Irwin Cotler. (Le sondage Cyberpresse suggérait, dès hier midi, après 2000 réponses, que le Oui au mariage des couples du même sexe l'emporte par une majorité de 47 à 36%...) Mais les enquêtes du gouvernement révèlent aussi deux autres choses : une vaste majorité de Canadiens souhaite que cela se règle, pour passer à autre chose ; et les citoyens voient dans cette question une autre raison de se distinguer des Américains. Ce thème — « nous ne sommes pas comme les Américains, nous ! » — est très fort dans l'électorat de l'Ontario et du Québec, et des grands centres urbains de Toronto, Montréal, Vancouver ou Calgary. Et Paul Martin peut compter sur les médias bien pensants de Toronto et de Montréal pour l'appuyer.

Tout compte fait, l'avis précipité de la Cour suprême — on ne l'attendait que le printemps prochain — est une chance à saisir pour le chef d'un « gouvernement minoritaire stable » comme dirait Martin, mais à condition qu'il embarque

dans le débat avec détermination et sans loucher comme il le fait habituellement.

La force de Paul Martin, c'est la faiblesse de Stephen Harper. Il y aura un an demain, lorsqu'il est devenu premier ministre, son parti recueillait une bonne moitié des intentions de vote et il se dirigeait vers une éclatante victoire électorale. Le 9 juin dernier, il se contentait du tiers des suffrages et se retrouvait à la tête d'un gouvernement minoritaire. Aujourd'hui, sa situation s'est améliorée en Ontario, mais pas au Québec ni dans l'Ouest. L'effet rassembleur n'a toujours pas eu lieu...

Par contre, Paul Martin lui-même est toujours considéré — à deux contre un ! — comme un meilleur chef de gouvernement que Stephen Harper. SES Canada Research, qui suit régulièrement cette question, cotait le premier ministre à 35 % et le chef de l'opposition à 17 % le mois dernier. Le chef libéral s'est constamment amélioré depuis l'élection de juin, alors que le chef conservateur a perdu des points. Mais, selon le même institut de sondage, la performance du gouvernement n'est jugée ni très bonne ni très mauvaise, seulement ordinaire. S'il y avait des élections demain, le Canada se retrouverait encore une fois avec un gouvernement minoritaire. (Mais c'est peut-être ce que les gens veulent puisqu'ils pensent qu'un gouvernement minoritaire les écoute davantage et les sert mieux !)

Ce n'est certes pas une situation idéale pour les libéraux : la polarisation entre l'Ouest conservateur, le Québec bloquiste et l'Ontario et les Maritimes plus rouges que jamais perdure. Si Paul Mar-

tin veut retrouver sa majorité, il doit frapper un grand coup, et rapidement. La question du mariage des gais et des lesbiennes lui en donne l'occasion. C'est en effet une question qui transcende les grands clivages de l'électorat canadien : l'Est contre l'Ouest, le Québec contre le reste du Canada, les francophones contre les anglophones, les Canadiens britanniques ou français contre les néo-Canadiens. Curieusement, cela peut devenir une cause rassembleuse, d'autant plus rassembleuse si elle est associée à notre différence par rapport à nos voisins du sud et à la majorité qui a réélu — ouache ! — ce George W. Bush.

Mais Paul Martin doit agir vite. Non seulement pour affirmer son leadership, mais pour frapper un dernier coup mortel à Stephen Harper. Le congrès de mars du Parti conservateur, à Montréal, sera déterminant. L'establishment du Parti est de plus en plus convaincu que son chef n'a pas l'aura d'un Premier ministre. C'est injuste, mais les sondages le répètent impitoyablement. Par contre, le désir de se débarrasser des libéraux est toujours aussi fort. Tout ce qu'il manque, c'est de trouver le successeur, et un successeur qui puisse faire élire une bonne vingtaine de députés au Québec. (Le désir de se débarrasser du Bloc est aussi fort, dans l'Ouest et en Ontario, que celui de battre les libéraux...)

Qui ? Là est la question. Je continue de croire que l'actuel premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, ferait l'affaire. Et il suffirait d'un petit clin d'œil de Jean Charest pour que cela se passe le printemps prochain. Paul Martin n'a pas de temps à perdre...

## Israël-Palestine : des ruines et des espoirs...

Mikhaël Elbaz

L'auteur est professeur titulaire d'anthropologie à l'Université Laval. Son dernier ouvrage paru (avec A. Serfaty) est « L'Insoumis, Juifs, Marocains et rebelles ». Paris : Desclée de Brouwer, 2001.

Arafat a disparu de la scène internationale et la Palestine s'est réveillée orpheline. Elle tente de panser ses plaies et d'envisager l'avenir. La négociation entre factions politiques et militaires se déroulerait dans un apaisement relatif, en dépit de l'attentat dont est sorti indemne à Gaza le nouveau dirigeant de l'OLP, Mahmoud Abbas. Tous les acteurs pressentent que la société civile attend d'eux qu'ils mettent fin temporairement à la guerre contre les civils, Israéliens comme Palestiniens. Tous entrevoient une lueur d'espoir ou quelque dénouement d'une tragédie sans fin.

Pourtant, l'exaspération est vive dans les rues de Gaza et de Naplouse, en Palestine, ou de Sderot et de Netivot, en Israël. Après quatre années d'Intifada, c'est toute une géographie de la peur et du soupçon qui s'est installée, nourrie par les rumeurs récentes d'empoisonnement d'Arafat.

Le paysage palestinien semble troué et désolé suite à la confiscation des terres, la démolition des maisons des volontaires de la mort et les bouclages des territoires occupés par l'armée israélienne qui suivent les attentats. L'humiliation est quotidienne. Elle se manifeste dans le statut de l'éternel réfugié des camps vivant de l'aide humanitaire ou encore dans le face à face crispé avec les soldats israéliens. Elle émane aussi du sentiment qu'ont 86 % des Palestiniens de l'obligation de disposer d'une wasta (favoritisme) pour obtenir tel service ou emploi auprès de leur gouvernement.

### MIRAGE

Les espoirs suscités par les accords d'Oslo, en 1993, sont devenus graduellement un mirage. La baisse continue du niveau de vie, l'expulsion du marché de travail israélien et l'incurie administrative de leur quasi-État ont laissé un nombre croissant de Palestiniens désemparés et ouverts à toutes les engueunades.

En effet, le taux de chômage atteint désormais 46 % de la population active, tandis que les personnes désignées pauvres sont 57 % en Cisjordanie et 64 % à Gaza. La situation aurait été plus catastrophique si la bureaucratie créée par Arafat ne fournissait des emplois — certains fictifs — à plus de 120 000 personnes.

Le cas de Gaza est encore plus désespérant. L'économie de cette bande aride connaît la pire récession de son histoire. Le chômage y est endémique. C'est dans ses pépinières que se recrutent contrebandiers et activistes des organisations islamistes radicales. La Banque mondiale prévoit



Le paysage palestinien est désolant à la suite de la démolition des maisons des volontaires de la mort.

qu'un retrait israélien unilatéral ferait passer le taux de pauvreté actuel de 64 % à 75 %, en 2005. La raison en est simple : Israël n'assumerait plus ses responsabilités administratives d'occupant, sans cesser pour autant sa tutelle sur l'import-export ou la distribution de biens rares (médicaments, énergie). Il faut donc craindre qu'un désengagement non négocié n'aboutisse à un chaos entre bandes rivales pour se partager les dons, les monopoles ou encore le contrôle des institutions publiques. Israël ferait alors face à une population exsangue de plus d'un million d'âmes disposées à une escalade dont l'issue ne sera autre que la réoccupation militaire de Gaza...

### JUIFS IMMIGRÉS RÉFUGIÉS

Face à cette population dépossédée se trouvent, paradoxalement, des centaines de milliers de juifs immigrés réfugiés d'Afrique du Nord. Eux aussi ont perdu l'étoile de leur firmament, dans des villes frontalières installées à la hâte dans les années 1950-1960, en plein désert du Néguev. Ils devinrent des pionniers malgré eux. Ils n'ont pu bénéficier des largesses de l'État qui a préféré dépenser des milliards de dollars dans les colonies de Cisjordanie et de Gaza. Pourtant, il faudra bien se résoudre à les quitter un jour.

En attendant, la prolifération des judéo-orientaux s'est transformée en précarité absolue ces dernières années. Désormais, 22,4 % de la population israélienne (30,8 % des enfants

vivent en dessous du seuil de la pauvreté, du jamais vu. Les révoltes de la faim, comme la marche des femmes vers Jérusalem, témoignent de leur désir de justice sociale. Ils appuient Sharon. C'est, disent-ils, parce que les Palestiniens ne font pas la distinction nécessaire entre les avant-postes des colons et leur demeure, qui est au sein des frontières de 1967, que les roquettes du Hamas pleuvent sur leurs mai-

**Il est peut-être temps  
que le Canada,  
à l'instar de la Norvège  
et de la Suisse,  
renoue avec l'héritage  
légé par Pearson**

sous. Ils désapprouvent clairement B. Netanyahu, ministre des finances, lequel vient de couper dans les maigres allocations dont ils disposaient.

Constatons aisément qu'en dépit de sursauts évidents des deux sociétés civiles, la militarisation de l'Intifada a laissé des cicatrices indélébiles. Quatre mille morts et des milliers de blessés, c'est une perte humaine incalculable. À celle-ci s'ajoute une décroissance du PNB de 12 milliards \$, pour Israël, et de 4,5 milliards \$, pour la Palestine. C'est aussi la fibre morale de chaque peuple qui est vulnérable, comme l'indiquent l'éclatement des couples et l'augmentation de la violence interpersonnelle.

### MUR DE SÉCURITÉ

De part et d'autre du mur de sécurité se trouvent des êtres humains pris entre deux feux et ne sachant qui pourrait leur garantir la sécurité, la dignité et l'égalité. Sans doute, la résilience des Israéliens a prouvé qu'ils ne finiront pas noyés dans la mer. La résistance de leurs ennemis réitère qu'ils ne deviendront pas des poussières humaines dans quelque désert.

La régression des deux opinions publiques et la confessionnalisation d'un litige essentiellement politique ne trouveraient d'issue que si ces deux peuples enlacés dans un désir rival meurtrier étaient encouragés à vivre les uns à côté des autres. La réconciliation et les ateliers de vérité sur leurs mémoires endeuillées viendraient plus tard.

Tout indique que des mutations fondamentales, démographiques et sociales, pousseront les deux sociétés à réimaginer leur devenir autrement que grâce à la purification par la violence. En effet, selon un sondage récent, 65 % des Palestiniens appuieraient un cessez-le-feu tandis qu'une proportion similaire d'Israéliens opte pour un retrait de Gaza, de préférence négocié avec le pouvoir palestinien qui sortira des urnes le 9 janvier 2005.

Pour que cette nouvelle donne n'entraîne pas de désillusions stériles, il faut espérer que Sharon aille aux limites de la décolonisation et tourne le dos à toute « cantonisation » de la Cisjordanie. Un appui non équivoque de la communauté internationale s'impo-

sera pour qu'il puisse aller au-devant des barons de son parti et des menaces d'assassinat agitées par le colonat. Aux uns et aux autres, il faut déclarer solennellement que leur droit à l'existence souveraine est non négociable et garanti par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Les paramètres d'un accord de paix sont connus. C'est le chemin de sortie du tunnel de la Feuille de route qui doit être éclairé, pour que les Palestiniens puissent percevoir qu'ils auront un État viable et contigu.

Le chemin le plus court entre Bagdad et Jérusalem passe nécessairement par Jérusalem. Une paix dans ce lieu surchargé d'histoire constituerait une cuisante défaite pour les jihadistes quels qu'ils soient. Étant donné l'anti-américanisme rampant qui prévaut dans le monde arabe, seules des parties tierces peuvent prolonger les accords d'Oslo, de Taba et de Genève. Il est peut-être temps que le Canada, à l'instar de la Norvège et de la Suisse, renoue avec l'héritage légué par Pearson. L'Europe, qui craint une dissémination de la violence allumée par ce conflit, pourrait être non seulement le pourvoyeur humanitaire mais aussi le garant moral et politique d'une géopolitique tournant le dos à son propre passé tragique. D'aucuns diront, fatalistes, en lisant un tel plaidoyer, que l'auteur rêve. Il rêve moins d'une nouvelle Andalousie improbable que d'un asile de nuit pacifique pour les réfugiés d'hier et les sans-État d'aujourd'hui.



Mikhaël Elbaz



# CENTRAIDE EXPRESS

LE JOURNAL OFFICIEL DE CENTRAIDE QUÉBEC



Édition du 11 DÉCEMBRE 2004

8 003 840 \$

## MERCI ! MERCI ! MERCI !



**LES COPRÉSIDENTS  
DE LA CAMPAGNE DE  
FINANCEMENT 2004, MME  
FRANÇOISE MERCURE ET  
M. PIERRE ROBITAILLE**

■ On ne le dira jamais assez, merci à la population et aux entreprises des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches, merci d'aider des gens qui aident des gens d'ici! Merci d'apporter une si généreuse contribution à la campagne annuelle de Centraide Québec qui affiche aujourd'hui un résultat exceptionnel de 8 003 840 \$.

MERCI de votre générosité... «Soulignons toute l'énergie qui a été déployée depuis le début de cette campagne. Atteindre et même dépasser l'objectif de 7,8 millions \$, cela représente vraiment un important geste de générosité dont nous pouvons être fiers» précise Mme Françoise Mercure, coprésidente du Cabinet de campagne 2004 de Centraide Québec.

«MERCI, aux membres bénévoles du Cabinet de campagne dont la solidarité aura marqué chaque étape de cette sollicitation et le cœur de nombreuses personnes qui ont répondu à notre appel. Ce résultat exceptionnel montre bien leur dévouement et leur conviction» ajoute M. Pierre Robitaille, coprésident de la campagne.

MERCI aux représentants et représentantes délégués. Provenant de milieux divers, ces personnes ont accepté d'appuyer l'organisation des campagnes en milieux de travail. MERCI de votre dévouement et de votre immense travail.

Une campagne Centraide n'existerait pas sans les milliers de directeurs et directrices de campagne... et les sollicitateurs qui, dans leurs milieux de travail, n'hésitent pas à inviter leurs collègues à être généreux. MERCI de votre appui inestimable à la campagne Centraide.

MERCI aux entreprises et institutions qui nous ouvrent leurs portes et nous permettent de réaliser une campagne auprès de leurs employés.

UN GROS MERCI aux donateurs... ils sont des centaines de milliers qui croient en Centraide et qui, jour après jour, paie après paie, participent, selon leurs moyens, au soutien de cet important réseau d'entraide que forment les organismes communautaires associés à Centraide Québec. MERCI de votre générosité.

MERCI aux organismes communautaires, MERCI d'être là, présents au quotidien auprès de personnes démunies pour qui la vie serait plus difficile à vivre si vous n'existiez pas.

**Merci... Merci... Merci à des gens qui aident des gens qui aident des gens d'ici!**

### UNE ÉQUIPE FORMIDABLE

Ils ont accepté de relever le défi de la campagne, ce sont des hommes et des femmes de cœur qui ont formé une équipe formidable: le Cabinet de campagne 2004.

Merci à Mme Françoise Mercure, Cain Lamarre Casgrain Wells, coprésidente de la campagne 2004; M. Pierre Robitaille, Mouvement Desjardins, coprésident de la campagne 2004; M. Christian Goulet, Bell Canada, vice-président du Cabinet et président de la Division entreprises de service; Mme Diane Lavallée, Conseil du statut de la femme, présidente de la Division communauté; M. Andy Sheldon, Médicago, président de la Division entreprises technologiques; M. Raymond Lacombe, Industrielle Alliance, président de la Division Beauce/Etchemins; M. Paul-Henri Jean, président de la Division Charlevoix; M. Alex Kassatly, Fairmont Le Château Frontenac, président de la Division commerces de détail; M. Yves Blouin, CÉGEP François-Xavier Garneau, président de la Division éducation; M. Réjean Lévesque, Banque nationale du Canada, président de la Division assurances et services financiers; M. Daniel Doucet, ProGestion informatique, président de la Division firmes informatiques; M. Normand Lafrenière, Mmes Sandra Gravel et Pamela Cheers, Ressources naturelles Canada Service canadien des

forêts, président et coordonnatrices de la Division fonction publique fédérale; M. Jacques Alain, Alcoa Aluminière de Deschambault, président de la Division entreprises industrielles; le Major Richard Sneddon, Unité de soutien de secteur Valcartier, président de la Division Ministère de la défense nationale région de Québec; MM. Jean Vaillancourt, Desjardins Groupe d'assurances générales et Réal Rioux, Fédération des caisses Desjardins du Québec, président et coordonnateur de la Division Mouvement Desjardins; M. Yvon Bussières, Ville de Québec, et Mme Danielle Roy Marinelli de la Ville de Lévis, coprésidents de la Division municipalités; M. Michel Gervais, Centre hospitalier Robert-Giffard, président de la Division santé et services sociaux; Mme Raymonde Saint-Germain, Ministère des Relations avec les citoyens et Immigration, M. Réjean Parent, Centrale des syndicats du Québec CSQ, et M. Claude Gendreau, coprésidents et coordonnateur de la Division Centraide Secteur Public; Mme Monique Richer, Faculté de pharmacie, présidente de la Division Université Laval; Mme Diane Dery et M. François Gilbert, coprésidents du Comité des grands donateurs; Mme Sara Hebert, TVA, présidente du Comité jeunes entrepreneurs; M. Claude Maltais, représentant des centrales syndicales, et M. Jean-Claude Gagné, président du Comité de campagne dans l'Amiante.

### LES MEMBRES DU CABINET DE CAMPAGNE 2004 DE CENTRAIDE QUÉBEC



### LE PRIX MÉRITE CENTRAIDE 2004



M. Louis Champoux, président du conseil d'administration de Centraide Québec, M. Nicol Tremblay, lauréat du Prix Mérite Centraide 2004 et M. Louis Duquet, vice-président, Chambre de commerce de Québec.

Le lauréat du Prix Mérite Centraide 2004 est M. Nicol Tremblay, président du conseil d'administration du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur.

M. Tremblay est membre du Comité depuis 1974 et en est le président depuis cinq ans. Durant toutes ces années au sein de l'organisme, il a été à la fois résident et propriétaire occupant. Sa grande préoccupation a toujours été la qualité de vie dans le quartier, ce qui l'a motivé à s'engager dans le Comité d'aménagement urbain travaillant sur les dossiers habitation, environnement, démocratie populaire.

Félicitations à M. Tremblay qui se voit remettre le Prix Mérite Centraide 2004 suite à la recommandation du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur qui fêtera bientôt 35 ans de vie active et de réalisations concrètes.

### APPEL DE CANDIDATURE

LE MOUVEMENT LES AÎNÉS SOLIDAIRES (Les AS) de Centraide Québec, tiendra en 2005 son sixième événement de reconnaissance visant à honorer des personnes retraitées qui ont contribué de façon remarquable à vaincre des problèmes de pauvreté, d'exclusion et de solitude.

Si vous connaissez une personne dont vous souhaitez soumettre la candidature, contactez Centraide Québec pour connaître les conditions d'admissibilité.

Date limite du dépôt de candidature: le vendredi 28 janvier 2005.

Information: Diane Duval  
Téléphone: (418) 660-2100 ou dduval@centraide-quebec.com







# l'Université Laval

au cœur de votre quotidien



## Le don d'Edwige

Un texte fort de Wajdi Mouawad, bien servi par Les Treize, au Théâtre de poche du pavillon Maurice-Pollack, les 11 et 12 décembre

par Pascale Guéricolas

Elle a un don. Chaque fois qu'Edwige joint les mains, une eau pure et lumineuse en coule. Jusqu'ici, la pièce *Les mains d'Edwige au moment de la naissance* écrite en 1993 par Wajdi Mouawad ressemble à un conte merveilleux. L'ennui, c'est que la jeune fille vit dans une famille cupide, avide de l'exploiter pour sortir de sa misère. Le frère aîné, Alex, profite donc des funérailles fictives organisées pour sa sœur Esther, disparue depuis dix ans, pour tenir un grand rassemblement dans le salon familial et faire payer les curieux lorsque l'eau coulera des mains d'Edwige. Indignée, cette dernière fuit la foule et se réfugie dans l'obscurité de la cave, car elle refuse de croire à la mort d'Esther. C'est justement dans ce lieu que les spectateurs du Théâtre de poche du pavillon Maurice-Pollack la découvrent.

«L'idée de départ, c'était de voir la cave comme un utérus étant donné qu'Edwige va quitter l'enfance au cours de la pièce, alors que sa sœur Esther, finalement vivante, revient chez elle pour accoucher, explique Lyne Dufour, la metteuse en scène. Des draps en lambeaux pendent du plafond, tout a l'air instable, en déséquilibre, pour rappeler l'état émotif dans lequel se trouve cette famille. Je voulais un décor simple pour laisser toute la place aux mots et mieux mettre en valeur la profondeur des personnages.» La force du texte et son pouvoir d'évocation fasci-

ent littéralement l'équipe qui a décidé de monter la pièce. «L'auteur a une manière belle et légère d'exposer le drame et le mal-être de cette famille, de contrebalancer l'aspect parfois noir de l'histoire avec des images très poétiques», renchérit Lyne Dufour.

Les acteurs ont d'ailleurs beaucoup travaillé sur le texte avant de se mettre véritablement à jouer afin de le comprendre dans ses moindres nuances. Ainsi, Cathy Savard a longuement réfléchi à la bonté naturelle, à la maturité, à la pureté d'Edwige à qui elle donne vie. «C'était un gros défi pour moi, précise-t-elle, car je voulais qu'on comprenne que, malgré sa maturité, elle était encore une enfant.» Isidore Bouchard, le père de l'héroïne à la scène, a lui aussi passé de longues heures à décortiquer son personnage pour saisir sa dualité. «Très soumis à sa femme, Mathias a souvent des sursauts de révolte pour devenir plus honnête, mais j'ai l'impression qu'il n'arrive pas toujours à s'imposer», note-t-il. De son côté, Olivier Sanquer, l'amoureux adolescent d'Edwige, voit son personnage comme un messenger. «C'est le seul qui n'appartienne pas à la famille, note le jeune homme. Il apporte un peu d'air frais dans la cave où règne une lourde atmosphère et où on entend le piétinement sourd des invités à l'étage supérieur.

Les billets pour cette pièce de théâtre sont en prévente au coût de 10 \$ sur le réseau Billetech (service et taxes en sus). À la porte, les soirs de représentation, le coût sera de 12 \$.



La distribution des Treize pour *Les mains d'Edwige* au moment de la naissance: un récit noir transmuté par de fortes images poétiques.

## UN SENTIMENT PLANÉTAIRE

La Journée d'appartenance de l'ADUL a fait le tour du monde le 2 décembre

par Julie Marcoux

Le 2 décembre dernier, plusieurs milliers de diplômés dans le monde ont répondu à l'invitation de l'Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) à afficher leurs couleurs et leur fierté d'avoir obtenu leur diplôme de la première université francophone en Amérique du Nord.

Ils ont été nombreux à manifester leur sentiment d'appartenance en portant ou en affichant, tout comme l'entrepreneur Louis Garneau, porte-parole de la journée «Affichez vos couleurs», le rouge et l'or de l'Université.

De plus, à l'invitation de leurs présidents respectifs, les membres d'une trentaine de clubs de diplômés à l'étranger ont participé à des activités spéciales organisées dans leur coin de pays afin de souligner l'événement. À San Francisco, Boston, New York, au Cameroun, au Bénin, au Burkina Faso, au Maroc, en Tunisie, en Scandinavie et en Angleterre, par exemple, les diplômés de l'Université Laval se sont réunis, faisant écho aux diplômés des nombreux clubs québécois et canadiens, pour faire de cette première fête de l'appartenance à l'Université Laval une vraie réussite. «Nous sommes extrêmement heureux du succès de participation de cette première édition, a affirmé Marie Morneau, première vice-prési-

dente du conseil d'administration de l'ADUL et responsable du dossier. Les nombreux témoignages reçus des diplômés des quatre coins du monde confirment la fierté des diplômés et nous encourageant à répéter l'expérience l'an

prochain. Nous verrons alors à ce que les activités soient encore plus étendues et diversifiées, multipliant ainsi les occasions pour les diplômés de participer et de se transformer pour l'occasion en fiers ambassadeurs de notre Université.»



Des membres du Club des diplômés de San Francisco se sont réunis pour souligner la Journée de l'appartenance à l'Université Laval.

## LANCEMENT DE LA CHAIRE D'ACTUARIAT

C'est au Musée McCord, à Montréal, qu'a eu lieu, le 2 décembre, le lancement de la Chaire d'actuariat de l'Université Laval. L'événement s'est déroulé en présence du recteur Michel Pigeon, du responsable de la Chaire

et directeur de l'École d'actuariat, Michel Giguère, de plusieurs actuaire de Québec et de Montréal ainsi que de gens d'affaires et représentants de l'Université Laval.

Créée grâce au succès d'une cam-

pagne de financement orchestrée par la Fondation de l'Université Laval auprès de donateurs privés et corporatifs, cette chaire ouvre de grandes possibilités à la science actuarielle. «La création de cette chaire aura des répercussions extrêmement positives sur le plan du financement de la recherche, de l'appui aux étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles et de la formation continue», a souligné le président du conseil de la Chaire d'actuariat, Michel Giguère. La Chaire favorisera une plus grande participation des professeurs à des colloques nationaux et internationaux afin de mieux diffuser leur savoir et leurs recherches et d'intéresser un plus grand nombre de cégépiens à des études universitaires en actuariat au moyen de bourses d'admission ou grâce à la renommée accrue de l'École et de l'actuariat.

Lors de la cérémonie, le Groupe Optimum a été honoré de façon particulière afin de souligner sa remarquable contribution financière à la campagne. Les autres grands donateurs sont la Financière Manuvie, ING Canada inc., SSQ Groupe financier et Groupe-conseil Aon.



Michel Lamoureux, président et chef de la direction de la Fondation de l'Université Laval; Henri Joli-Cœur, vice-président du Groupe Optimum; Diane Lachapelle, vice-rectrice au développement et aux relations internationales; Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval; Gilles Blondeau, président du Groupe Optimum, et Gaston Paradis, président de la campagne d'actuariat.

## UTAQ: LE SAVOIR GRIS

L'Université du troisième âge de Québec a enregistré une hausse de 9 % de ses inscriptions à l'automne

par Yvon Larose

Et cet automne, les inscriptions aux différentes activités offertes par l'Université du troisième âge de Québec (UTAQ) ont dépassé 3 500, soit une hausse de 9 % comparativement aux inscriptions de la session d'automne 2003. En tout, quelque 2 500 personnes ont eu accès à plus d'une centaine de cours, d'entretiens et d'ateliers, ainsi qu'à une trentaine de conférences. «Cette augmentation nous ravit, indique Jacques Desautels, professeur retraité du Département des littératures et président du Conseil de l'UTAQ. C'est une grosse augmentation, d'autant plus que le boum des départs à la retraite dans la fonction publique remonte à quelques années. Cela s'explique par le maintien d'une bonne offre de cours, par la qualité de nos enseignants et par l'actualité des thèmes abordés.»

### De la politique à la médecine

Deux succès de foule auront marqué la programmation de l'automne 2004 de l'UTAQ. Mentionnons d'abord la série de dix cours sur les grands événements de l'histoire politique mondiale, une série donnée par Louis Balthazar, professeur émérite retraité du Département de science politique. Ce dernier a abordé des sujets aussi divers que les révolutions en Grande-Bretagne au 17<sup>e</sup> siècle, la Première Guerre mondiale et le réveil de l'Orient. «Cet excellent professeur a établi un record avec 224 inscriptions», souligne Jacques Desautels. Les gens aiment être en contact avec de bons profs. Ceux-ci donnent une plus-value à l'enseignement donné à l'UTAQ. Une autre série appelée «Les rendez-vous du mercredi» a également remporté un vif succès. Huit conférenciers, provenant de diverses disciplines du monde médical, ont fait le point sur les questions de santé les plus actuelles, dont la maladie d'Alzheimer, le diabète et l'ostéoporose. «Nous avons réalisé cette série avec la collaboration de la Faculté de médecine, précise Jacques Desautels.

Plus de 200 personnes étaient inscrites. Les conférenciers, tous des professeurs cliniciens, étaient pour la plupart d'excellents communicateurs.»

### Pour le plaisir d'apprendre

Instaurée il y a 21 ans, l'UTAQ fait partie de la Direction générale de la formation continue de l'Université Laval. Elle axe sa mission sur le développement intellectuel, culturel et social des personnes de 50 ans et plus. À l'Université du troisième âge de Québec, aucun préalable scolaire n'est exigé et il n'y a ni devoir ni examen à faire. La clientèle est majoritairement féminine, âgée en moyenne de 60 ans et détentrice à 80 % d'un diplôme universitaire ou collégial. Les activités se déroulent principalement dans la cité universitaire, mais également au campus Rive-Sud et à Charlesbourg, Lévis et Montmagny, ainsi qu'au Montmartre canadien. La date limite d'inscription aux activités de la session d'hiver de l'UTAQ est le 7 janvier.

Pour information: 656-3202 ou [www.ulaval.ca/utaq](http://www.ulaval.ca/utaq).



Louis Balthazar, professeur émérite retraité du Département de science politique, donnait, le mercredi 1<sup>er</sup> décembre dans la cité universitaire, un cours de la série «Les grands événements de l'histoire politique mondiale».



Mathieu Gnocchini, dans son atelier: «Le bois est une matière naturelle avec laquelle les gens éprouvent le besoin d'avoir un contact.»

## TOUCHONS DU BOIS

Un coup de pouce d'Entrepreneuriat Laval aide la jeune firme Gnocchini et Frères à prendre racine dans un marché hautement compétitif

par Pascale Guéricolas

Lorsque l'amie de cœur de Mathieu Gnocchini se promène avec un des sacs à main produits par Gnocchini et Frères, inmanquablement, elle attire les regards et les questions. Il faut dire que les créations de ce diplômé en aménagement et environnement forestiers de l'Université

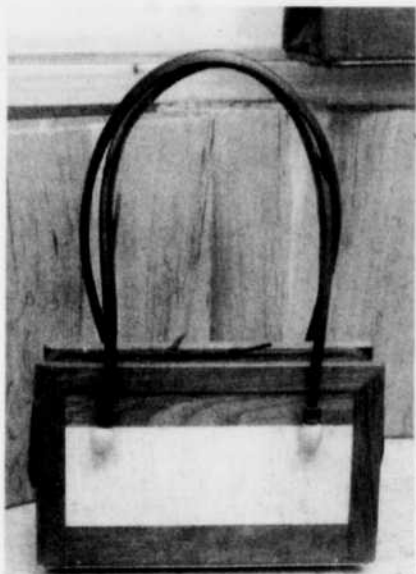


PHOTO MARC ROBITAILLE

Laval se démarquent nettement des autres accessoires de mode. Là où les concurrents utilisent du cuir, des matières synthétiques ou du tissu, le jeune homme ose l'impensable: produire un sac fait essentiellement de bois, même si les soufflets sont en cuir. Mieux encore, il n'emploie aucune teinture ou vernis, ce qui n'empêche pas ses plaques d'afficher des violets flamboyants, des blonds profonds ou des bruns zébrés. Son secret? L'utilisation de bois légers comme le zébrano, le bubinga et le palissandre venus de contrées exotiques comme le Cameroun, la Guinée ou Madagascar.

Si Mathieu Gnocchini n'avait pas vu le film *L'erreur boréale* durant son baccalauréat et s'il n'avait pas passé un été à arpenter les coupes forestières à blanc lors d'un stage dans la région de Chibougamau, il serait probablement ingénieur forestier à l'heure actuelle. En fait, ces diverses expériences lui ont ouvert les yeux sur la nécessité de produire des objets en bois à forte valeur ajoutée qui soient utilisables quotidiennement par les consommateurs. «Au Québec, on a tendance à exporter notre bois sous forme de deux par quatre alors que les gens ont vraiment besoin de contacts avec cette matière naturelle dans leur vie de tous les jours», explique-t-il. Avec son frère et associé Simon, il a donc commencé durant son baccalauréat à fabriquer des articles de papeterie en bois, comme des cartables, des albums photos, des écriboires et des couvertures de carnet de notes. Un seul objectif: la qualité irréprochable des objets réalisés dans des essences québécoises patinées d'huile de lin pour mieux préserver le grain, les veines naturelles du bois et leurs ondulations.

### Cibler les entreprises

Fiers de leurs premiers prototypes, les deux frères Gnocchini ont poussé un beau matin les portes d'Entrepreneuriat Laval pour en apprendre davantage sur le monde des affaires. «Au début, tu vois le marché comme le monde, mais tu sais rapidement qu'il faut que tu trouves ta niche et que tu fasses ton propre chemin, se souvient Mathieu. Nos coûts de production nous empêchent de concurrencer des objets asiatiques bien moins chers dont les boutiques cadeaux sont pleines.» Aidés par Entrepreneuriat Laval, les deux associés ont planché dès 2001 sur leur plan d'affaires dans le but notamment d'obtenir une subvention aux jeunes entrepreneurs du Centre local de développement (CLD). Une quête de longue haleine puisque après de multiples versions de ce document constamment mis à jour, ils viennent tout juste d'obtenir la promesse du CLD de recevoir une aide de 10 000 \$. Avec Entrepreneuriat Laval, le président de l'entreprise a pu également parfaire une formation commencée avec des cours en sciences de l'administration lors de sa maîtrise en hydrologie forestière, en s'inscrivant à une série d'ateliers sur le marketing, la législation, l'exportation et les marques de commerce. «J'aime beaucoup accumuler des connaissances», explique Mathieu Gnocchini, parce que ça donne une vision globale de l'entreprise. Si un jour j'ai besoin d'explorer les marchés à l'étranger, je dispose d'une chemise avec la procédure à suivre et les noms des personnes ressources.»

Les contacts noués par l'intermédiaire d'Entrepreneuriat Laval lui ont aussi permis de rencontrer des graphistes et de commander un plan de communication à Prémabloc communication, l'agence étudiante présente sur le campus. Sans compter que les deux frères ont remporté le premier prix du Concours québécois en entrepreneuriat dans la catégorie «Création d'entreprise». Aujourd'hui, avec leur marque de commerce Noc, les deux associés visent la clientèle d'affaires susceptible d'offrir des présents personnalisés de qualité, ainsi que le marché de la mode avec ses sacs haut de gamme tout en ne négligeant pas les boutiques d'artisanat comme Les berceuses Dugal à Place royale.

Très engagé dans des réseaux comme la Jeune chambre économique de Québec ou le regroupement de micro-entrepreneurs et de travailleurs autonomes META, le dirigeant de Gnocchini et Frères privilégie les contacts personnels pour convaincre le client de la qualité et de l'utilité de ses produits. Il sait pourtant qu'après y avoir déjà investi plus de 70 000 \$, recueillis principalement au sein du réseau familial, l'entreprise est encore en recherche et développement et ne sera sans doute pas rentable avant un an. Les deux frères, aidés du luthier Dave Lebel, travaillent toujours à améliorer les objets, notamment pour les alléger. Ils prévoient aussi lancer bientôt deux collections de sacs à main par an pour mieux suivre les tendances de la mode. Site internet: www.noc-noc.ca

## Se loger, demain, sur le campus

La CADEUL propose la construction de nouvelles résidences étudiantes qui tiennent compte des contraintes d'aujourd'hui

par Yvon Larose

Depuis des années, les étudiantes et les étudiants qui souhaitent habiter sur le campus se heurtent à une capacité d'accueil en hébergement limitée. En plus, le seul type de logement offert à Laval, la chambre individuelle, ne convient pas à un nombre grandissant de personnes vivant en couple ou en famille ou recherchant la cohabitation. Dans ce contexte, la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) propose un projet de résidences étudiantes adaptées aux besoins en hébergement des étudiants d'aujourd'hui.

Dans son étude de faisabilité, la CADEUL propose de construire de nouvelles résidences dans le secteur nord-est du campus, en bordure du chemin Sainte-Foy, entre le PEPS et la rue Myrand. La première phase du projet pourrait permettre de loger près de 115 personnes, ou près de 200 personnes, dans trois ou cinq bâtiments de quatre étages, selon les résultats d'une analyse de rentabilité à venir. Trois appartements sur cinq, soit 60 % du parc locatif, comprendraient deux chambres. Les logements d'une et de trois chambres compteraient respectivement pour 20 % de l'ensemble.



Perspective de la cour centrale d'un îlot résidentiel du projet de la CADEUL.



Annie Dumais, chargée de projet, et Olivier Cournoyer Boutin, président de la CADEUL, devant la maquette à l'échelle 1:2500 représentant une intégration totale du projet de résidences étudiantes de la CADEUL. Cette maquette, qui inclut plusieurs phases de développement, est l'œuvre de deux étudiants à la maîtrise en architecture, Simon Riou-Quellet et Olivier Vallerand.

nécessite plus de résidences ainsi qu'une diversification de l'offre.»

### Des besoins pressants

Rappelons quelques faits. Le taux d'occupation de logements n'était que de 0,1 % pour le secteur Sainte-Foy/Sillery en 2003. Depuis 1990, le nombre d'étudiants inscrits sur les listes d'attente pour une place en résidence est en hausse à Laval alors que les inscriptions provenant de la région immédiate de Québec ont tendance à diminuer. Par ailleurs, de nombreux projets de résidences étudiantes se concrétisent au Canada où on observe également une variété importante de

l'offre. Au Québec, seules Laval et l'Université du Québec à Rimouski n'offrent que des chambres individuelles. Dans un sondage mené par la CADEUL en avril dernier auprès de 615 étudiantes et étudiants inscrits à Laval, plus de la moitié ont répondu résider en appartement. La proximité du lieu d'études venait au premier rang des critères de sélection les plus importants dans le choix d'un logement. Plus de la moitié également favorisaient l'arrondissement Sainte-Foy/Sillery parmi les zones les plus convoitées. Enfin, plus de la moitié considéraient la possibilité d'habiter sur le campus advenant la réalisation de nouvelles résidences adaptées.

## PROMOTION SPÉCIALE

Du 13 décembre au 7 janvier, le grand public pourra profiter de l'entrée quotidienne au PEPS pour seulement 3,50 \$

par Valérie Lapointe

Pendant la période de réjouissances, le PEPS offre une mise en forme à prix réduit! Jeunes et moins jeunes sont invités à profiter de la promotion du temps des fêtes du PEPS depuis maintenant onze années consécutives. Encore une fois, une somme de 1 \$ par montant donné sera versée au Fonds Rouge et Or. L'argent permettra d'apporter un soutien financier aux équipes d'excellence qui participent à différents championnats canadiens.

Plusieurs activités libres seront accessibles durant cette période. Les visiteurs pourront s'adonner à l'une ou l'autre des activités suivantes: baignade



Pour les parents et enfants, des bains récréatifs avec jeux gonflables sont toujours offerts les samedis et dimanches de 14 h à 15 h 50.

à la piscine olympique, jogging sur la piste intérieure du Stade couvert, séance d'entraînement à la salle d'appareils cardiovasculaires, patinage libre, patinage artistique pour tous ou hockey pour tous. Durant cette période, le public pourra profiter du service de réservation de terrains jusqu'à trois jours à l'avance. Une panoplie de sports en gymnase y seront offerts: badminton, basketball, hockey-cosom, squash, soccer, tennis, racquetball, volleyball et wallyball.

### Baignade et activités sur glace

Jusqu'au 23 décembre et du 3 au 9 janvier, le PEPS offre plus de 50 heures de bain libre aux visiteurs, et ce, du lundi au dimanche. Des bains de 7 h 20 à 8 h 20 et de 11 h 30 à 13 h 20 sont prévus du lundi au vendredi, ainsi que plusieurs bains en après-midi et en soirée. Pour connaître l'horaire de la journée, il suffit de téléphoner au 656-PEPS (7377). Par ailleurs, les enfants et leurs parents pourront bénéficier des bains récréatifs les samedis et dimanches. Notez que du 27 au 30 décembre inclusivement, l'horaire des bains sera limité à la période du bain récréatif de 14 h à 15 h 50.

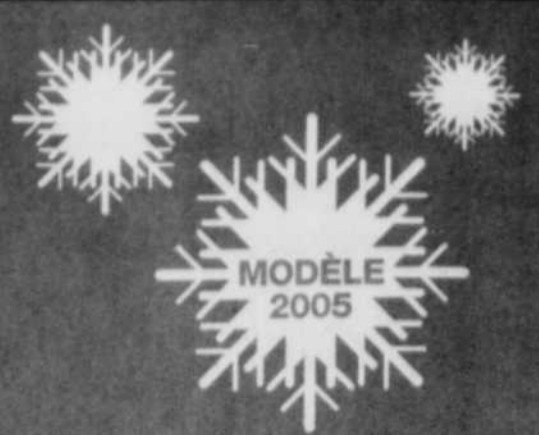
Les deux grandes patinoires du PEPS accueillent chaque année des milliers d'adeptes d'activités sur glace. La promotion du temps des fêtes est aussi l'occasion d'en profiter! Des séances de patinage libre sont prévues selon l'horaire suivant: les lundis, mercredis et

vendredis de 12 h 15 à 13 h 05, les mardis et jeudis de 17 h 15 à 18 h 05, les samedis et dimanches de 20 h à 21 h 20. Par ailleurs, les activités de patinage artistique pour tous se dérouleront les lundis, mercredis et vendredis de 12 h à 13 h 20. Pour ce qui est du hockey pour tous, des séances seront offertes les lundis de 15 h 45 à 17 h 05, les mercredis de 15 h à 16 h 20 et les vendredis de 16 h 45 à 18 h 05. Ces activités se dérouleront jusqu'au 23 décembre puis feront relâche jusqu'au 10 janvier.

### Salle d'appareils cardiovasculaires et pistes de jogging

Les visiteurs pourront profiter d'un bon entraînement cardiovasculaire à la salle d'entraînement du PEPS. En effet, pour seulement 3,50 \$, les sportifs pourront utiliser les appareils cardiovasculaires de la salle de 6 h 30 à 23 h du lundi au vendredi, et de 9 h à 21 h les samedis et dimanches. La salle comprend plusieurs vélos stationnaires, deux appareils elliptiques, escaladeurs, rameurs et tapis roulants. Mentionnons que du 27 au 30 décembre, la salle sera ouverte de 12 h à 19 h 30 seulement.

La piste de jogging est accessible tous les jours de 6 h 30 à 23 h 30. Par ailleurs, le PEPS recommande de vérifier la disponibilité de cette dernière puisque certains événements ou compétitions peuvent s'y dérouler. Joyeuses fêtes! Renseignements www.peps.ulaval.ca.



# ESCAPE

## AMENEZ-EN DES DÉTOURS.

SUSPENSION AVANT À ROUES INDÉPENDANTES À JAMBES MAG  
 PUISSANCE ÉCURITÉ À  
 CHEVAUX PACIEUX  
 FIABILITÉ RAFFINE  
 INTELLIGENT TIDÉMAR  
 ON D'ASSI CONFORT  
 TUR V6  
 NQUIL ÂÎT  
 URITÉ SÉCU



### ESCAPE XLT 2005

Puissant moteur V6 de 3 L développant 200 chevaux • Boîte automatique • Jantes de 16 po en aluminium • Antibrouillards • Siège conducteur à réglage électrique en 6 directions • Radio AM/FM stéréo avec chargeur de 6 CD monté dans la planche de bord • Climatisation • Volant réglable avec commandes de programmeur de vitesse • Glaces et verrouillage des portes à commande électrique • Freins antiblocage aux 4 roues



**299 \$** /mois  
 Location 48 mois\*  
 Mise de fonds de 3 250 \$

L'utilitaire sport compact le plus vendu au pays\*\*.

On pense plaisir de conduire pour que vous pensiez à Ford.



Bien pensé



Photo à titre indicatif seulement. \*Dépôt de sécurité de 250 \$, mise de fonds de 3 250 \$ et première mensualité exigée à la livraison. Des frais de 0,09 \$ de kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Cette offre s'applique à des particuliers sur approbation du Crédit Ford. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Frais de transport inclus. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre en vigueur à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Cette offre d'une durée limitée s'applique uniquement aux véhicules neufs en stock et peut être annulée en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut louer moins cher. Consultez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. \*\*Selon les données relatives aux ventes publiées par l'Association des constructeurs automobiles du Québec de janvier 2004 à ce jour (novembre 2004).